Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Une société capitaliste insupportable



« 2020 : une année incroyable ! » titre la presse financière : la fortune des 20 personnes les plus riches de la planète a augmenté de 62% ! Parmi eux, un nouveau venu : Stéphane Bancel, le propriétaire du groupe pharmaceutique qui commercialise le vaccin Moderna…

Des milliers de gens continuent à mourir chaque semaine à travers le monde, des millions de gens ont perdu ou risquent de perdre leur travail, le personnel hospitalier preste 60 heures semaine, on bricole une vaccination avec des plateformes et des centres d'appels débordés… Mais l'argent ruisselle sur les milliardaires ! D'où vient-il ?

Pour une large part, des plans d'aides gouvernementaux. En plus des 1 900 milliards $ déjà promis, le gouvernement américain de Joe Biden annonce un nouveau plan de dépenses fédérales de 3 000 milliards $. Et l'Europe n'est pas en reste en annonçant en décembre dernier un plan d'aides aux entreprises de 1 824 milliards €. Ces plans alimentent et financent même une spéculation qui fait gonfler la fortune des Bezos, Musk, Gates et bien d'autres.

Mais tout repose en définitive sur une exploitation accrue des travailleurs, dans les usines, les entrepôts, les bureaux, les transports... par un travail plus intensif, des contrats plus précaires, et toujours plus de licenciements. Des licenciements dans l'industrie, mais aussi dans les maisons de repos, comme pour les travailleurs du home Sebrechts, à Molenbeek. Ce home appartient au groupe privé Armonea, dont les actionnaires, comme les de Spoelberch et les de Mevius, figurent parmi les plus grandes fortunes de Belgique. Oui, dans la fortune de ces gens-là, il y a le bilan des décès des pensionnaires aggravé par le manque de moyens, il y a le dévouement des aides-soignantes livrées à elles-mêmes au début de la pandémie puis jetées au chômage ensuite pour préserver la sacro-sainte rentabilité.

Les malades, les infirmières, les enseignants et les étudiants, les conducteurs des transports en commun ne bénéficient pas de plans de relance. Pour faire de la place face à l'augmentation des cas de Covid, les hôpitaux déprogramment les autres traitements et opérations, ce qui est encore une forme de tri des malades soignés ou non. Il n'y a pas d'école supplémentaire, pas d'embauche d'enseignants, d'éducateurs, de psychologues, de nettoyeuses, pas de budgets pour adapter la vie scolaire aux contraintes du virus.

Des manifestations, comme celle du Bois de la Cambre, révèlent la souffrance de la jeunesse privée de vie sociale, confrontée au chômage, à la perte de revenus, à un décrochage scolaire massif. La répression de ces manifestations doit être comparée au laxisme des gouvernements et de la Commission européenne face aux groupes pharmaceutiques qui dictent leurs conditions, même si cela freine les campagnes de vaccination et plonge la société dans le chaos.

Pourtant, la rapidité avec laquelle des vaccins efficaces ont été mis au point, grâce à la recherche scientifique, la capacité des travailleurs de satisfaire les besoins essentiels de la société, malgré toutes les difficultés, tout cela montre que les moyens existent pour assurer une gestion efficace et rationnelle de la lutte contre la pandémie et en fait, de tous les problèmes de la société.

Au lieu de cela, on assiste à l'enrichissement accéléré d'une petite poignée de parasites au milieu de l'explosion du chômage, de la prolifération des variants du virus dans les pays les plus pauvres, de la courbe montante des décès alors que la vaccination patine, de l'angoisse et de la détresse de la jeunesse, du désarroi des enseignants, de l'épuisement du personnel hospitalier... Si on en est là, ce n'est pas en raison d'une fatalité, mais à cause de la course au profit maximum des capitalistes, à la concurrence qui empêche toute coopé-

ration, et aux choix politiques des dirigeants qui couvrent ce système inhumain de leur autorité. Ce sont les choix d'une classe sociale, la bourgeoisie, qui porte toute la responsabilité de la pauvreté, du sous-développement et également du manque de moyens sanitaires.

Une politique pour réaliser les mesures indispensables à la population serait tout à fait possible, mais seuls les travailleurs organisés et mobilisés peuvent l'imposer. Face à cette pandémie, plutôt que la concurrence et la course au profit, il faudrait imposer la mise en commun des recherches, des découvertes et de la production des vaccins, sous menace d'expropriation des laboratoires.

Maisons de repos : la barbarie capitaliste à l'œuvre

Le groupe Armonea a annoncé la fermeture du home Sebrechts à Molenbeek. Il exploite 85 maisons de repos en Belgique et a été repris en 2019 par le groupe français Colisée (25 000 lits) qui compte bien maintenir ses profits malgré la pandémie.

12 000 personnes âgées sont mortes prématurément dans les maisons de repos. A cause du covid, mais surtout à cause des économies successives. Ici pour la course au profit des groupes comme Armonea, là parce que les CPAS sont sous-financés suite au sauvetage de Dexia par les communes et l'État.

Une course au profit qui s'est traduite au début par le manque de masques pour le personnel, par le manque de personnel, par des économies sur les repas, les couches… Alors le personnel se trouve face à des impératifs du genre : laver une personne ne doit pas prendre plus de quelques minutes. Les liens humains avec les résidents ça prendrait du temps… il faudrait plus de personnel… et donc moins de profits !

La dignité humaine ne rentre pas en ligne de compte pour un groupe comme Colisée qui a réalisé un profit de 1 milliard d'euros en 2020 ! Il n'y a que la rentabilité qui compte, et tant pis pour les 108 personnes qui travaillent dans ce home qui ont tenu bon tout au long de cette année traumatisante. Et tant pis pour les fins de vie des aînés qui devront trouver un autre home...

L'humanité a besoin de travailleurs, elle n'a pas besoin de capitalistes qui détruisent tout sur leur passage, jusqu'à la dignité humaine !



Rénovation des bâtiments scolaires : le compte n'y est pas !

Dans le cadre du plan de relance européen, la Belgique a reçu 6 milliards d'euros, dont 500 millions ont été accordés à la Fédération Wallonie Bruxelles, qui a décidé d'en affecter 230 à la rénovation des bâtiments scolaires. Cet argent européen est censé servir à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Dans la presse, les ministres et responsables des différents réseaux d'enseignement (FWB, officiel, catholique...) se sont querellés sur la manière de répartir cet argent entre les différents réseaux. Les diatribes échangées à ce propos sont d'autant plus vaines que non seulement la part du budget consacré aux bâtiments ne représente que 5 % du budget de l'enseignement (85 % du budget étant constitué par les salaires qui sont subventionnés par l'État à 100 % pour tous les réseaux) mais que surtout cette somme est tout à fait insuffisante pour couvrir les besoins !

L'état de délabrement des bâtiments scolaires est tel que l'an passé, le ministre Daerden en charge du budget estimait que 40% des écoles de la FWB étaient menacées de fermeture pour insalubrité ! Un cadastre réalisé en l'an 2000 estimait quant à lui les travaux à réaliser pour rénover les bâtiments scolaires, tous réseaux confondus, à plus de 1 milliard d'euros, qui correspondrait aujourd'hui à plus de 1,8 milliard en tenant compte de l'évolution des prix. Et il faudrait rajouter 4 à 6 milliards d'euros pour mettre les bâtiments en « conformité énergétique ».

230 millions d'euros ne sont donc qu'une goutte d'eau dans l'océan des besoins ! Et l'on ne parle même pas là des besoins en construction de nouvelles écoles pour pallier aux réfectoires surpeuplés quand ils ne sont pas carrément inexistants, aux salles de gymnastiques, bibliothèques, cours de récréations, salles de classes manquantes ! Sans compter le budget qui serait nécessaire pour embaucher le personnel manquant partout, afin d'offrir un accueil et un enseignement digne de ce nom aux jeunes.

Les budgets pour l'enseignement sont insuffisants, comme pour la santé ce n'est clairement pas la priorité des gouvernements d'assurer les besoins de la population. Ils trouvent par contre beaucoup plus facilement les moyens quand il s'agit de sauver les banques ou d'augmenter le budget de l'armée !

Lutte Ouvrière* a pris le relais de *La Voix des Travailleurs
Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Prise en charge des personnes handicapées : stop au blabla !

Interviewée lors d'une émission radio de la RTBF qui revenait sur la plainte déposée il y a 5 ans contre l'État belge par des parents pour dénoncer l'absence de place d'accueil adapté à leur fils autiste, la ministre wallonne en charge de la Santé et de l'action sociale, Christie Morreale (PS) estimait que les choses avaient évolué dans le bon sens.

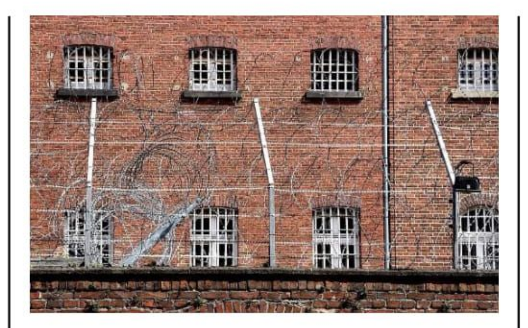
La Belgique avait déjà été condamnée en 2013 pour le manque de place pour les personnes handicapées. Suite à cette condamnation, 900 places d'accueil auraient été ouvertes entre 2014 et 2020 se félicite la ministre. Or d'après les acteurs de terrain, il y a 30 000 personnes en situation de handicap de grande dépendance en Wallonie pour seulement 10 000 places disponibles !

On est donc loin du compte !

Les associations de terrain dénoncent à juste titre le morcellement des compétences entre les différents niveaux de pouvoir pour arriver à une solution rapide. Et ce n'est pas l'annonce de Mme Morreale que fin 2020 un « plan d'actions interfédéral » a été mis en place pour que Régions, Communautés et Fédéral dialoguent, qui a de quoi rassurer. Car ils discutent maintenant de la reconnaissance du handicap pour le Fédéral, de la prise en charge des personnes pour la Région, de l'enseignement pour la Communauté française… afin de "*fluidifier les choses et de trouver des solutions*" pour seulement 400 personnes en situation d'urgence recensées par la Wallonie !

Les démarches administratives, la construction de centre, "*ça prend du temps*" déclare la ministre. Pourtant, en 2008, il avait suffi d'un week-end au gouvernement pour sauver les banques en débloquant 20 milliards d'euros.

Question de priorité !



Emprisonnés avec le virus

Depuis des années, la surpopulation et les conditions de vie des détenus sont dénoncées par l'observatoire international des prisons. Le personnel pénitentiaire proteste de son côté contre le manque d'effectif, et l'épuisement qui en découle. Il a fait grève à plusieurs reprises pour le faire savoir.

Avec le coronavirus la situation est pire que jamais. Lorsqu'un cas de coronavirus se déclare, les détenus sont mis en quarantaine, leurs visites suspendues et l'accès aux douches et à la promenade restreints. Les confinements se succèdent. A Saint-Gilles, différentes ailes ont été successivement mises en quarantaine en mars et les gardiens ont fait grève pour dénoncer les conditions sanitaires. La prison de Termonde a été placée en quarantaine pour la 14e fois depuis le début de la pandémie.

Les décisions du ministre de la Justice Van Quickenborne de suspendre les congés pénitentiaires jusqu'au 30 juin et de compliquer les sorties anticipées n'arrangent évidemment rien. Elles ont pour effet, au contraire, d'augmenter la surpopulation carcérale. Et le sous-effectif devient encore plus criant avec les gardiens écartés en raison du Covid.

Pour protester contre cette situation, les gardiens des prisons de Forest, Saint-Gilles et Berkendael à Bruxelles ont fait 24h de grève à nouveau vendredi 9 avril.

Le gouvernement impose le couvre-feu, restreint les contacts privés, disperse les manifestations au nom des règles sanitaires mais là où il pourrait directement agir, il ne fait rien et laisse les détenus et les gardiens en tête à tête avec le virus, rendant la situation intenable pour tous.

Magnette implore Biden et le pape...

Alors que son parti est talonné par le PTB dans les sondages et que l'ancien dirigeant de la FGTB, Marc Goblet, dépose un projet de loi sur les salaires avec les députés PTB, le président du PS, Paul Magnette, a estimé opportun de prendre quelques postures d'apparence radicales dans la presse. « *L'idée du socialisme revient* » explique-t-il, en prenant l'exemple… de Joe Biden : avec son plan de relance, le « *nouveau président américain donne une direction pratique aux appels solennels lancés par des autorités morales telles que Greta Thunberg et le Pape François* ». Bigre !

Mais en fait de socialisme, Paul Magnette précise qu'il s'agit d'un « écosocialisme » dont le but est « *une société sans carbone* » (comprenez « qui réduit les gaz à effet de serre »)… pas une société sans classe – débarrassée des parasites capitalistes – pour laquelle les socialistes se battaient quand leur parti était encore révolutionnaire.

Faisant le constat que « *les 1% les plus riches émettent plus de carbone que la moitié la plus pauvre de la planète* », Paul Magnette conclu qu'« *attaquer de front les injustices sociales est la seule manière de lutter contre le réchauffement climatique* ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Exproprier les plus riches ? Réduire fortement les bénéfices des banques et des grandes entreprises ? Permettre aux travailleurs de contrôler la production pour s'opposer aux licenciements ?

Non ! Pour soumettre la classe capitaliste à ces objectifs, il faudrait développer la lutte de classes et défendre la révolution. Paul Magnette préfère, lui, s'en remettre au pape et voudrait nous faire croire que la victoire de Joe Biden et de son parti serait le « *lumineux symbole* » d'« *un projet de réenracinement de l'économie dans un ordre moral plaçant l'humain et la terre au-dessus du profit* ». Des propos de charlatan !

Car ce n'est pas un secret que Joe Biden, et avec lui le parti démocrate, vote depuis des années toutes les lois pro-patrons qui appauvrissent les travailleurs américains, et en premiers lieux les travailleurs les plus exploités : les immigrés, les travailleurs noirs, les femmes… Et ce n'est pas non plus un secret que le parti démocrate a soutenu et soutient toutes les guerres menées par les troupes américaines, qu'il envoie les enfants des travailleurs américains mourir à l'étranger pour tuer les travailleurs des pays opprimés par l'impérialisme américain. Voilà de quoi Joe Biden est véritablement le symbole : celui du pouvoir des capitalistes américains. C'est d'ailleurs avec leur argent qu'il a pu se faire élire !

Alors pourquoi Paul Magnette, qui n'est ni un ignorant ni un idiot, recommande-t-il aux électeurs du PS de placer leurs espoirs dans le symbole « Joe Biden » ? Pourquoi prétend-il que l'élection d'un homme, qui est dans la politique depuis 1972, et qui a eu tout le temps pour montrer qu'il servait la classe bourgeoise américaine serait un signe de changement ? Et alors que la crise du coronavirus démontre à tous l'incapacité des gouvernements à agir contre l'intérêt des capitalistes dans l'intérêt des travailleurs, pourquoi prétend-il que la « *fracture horizontale entre les élites et le peuple d'en bas* (…) [est une] *représentation du monde caduque* » ?

La réponse est simple : Paul Magnette est un soutien du capitalisme, il voudrait juste l'améliorer un peu, il n'a jamais adhéré aux perspectives révolutionnaires des socialistes du début. Magnette refuse d'envisager que la classe ouvrière puisse s'organiser pour prendre le pouvoir elle-même et diriger la société. Il préfère croire au Pape François, allumer un cierge à Joe Biden, en berçant les électeurs du PS d'illusions sur les futures politiques du nouveau président américain.

Mais la crise économique va bousculer l'illusionniste Paul Magnette. Dans cette société ce sont les travailleuses et les travailleurs qui font tout ! Ce sont eux qui soignent les malades, qui éduquent les enfants et prennent soin des personnes âgées ! Ce sont eux qui produisent toutes les richesses, des voitures jusqu'aux vaccins, en passant par les trains, les ordinateurs, la nourriture, les vêtements ou les fusées ! Mais c'est à ceux-là, qui produisent toutes les richesses, que les capitalistes et les Magnette à leur solde, se préparent à faire payer les frais de la crise, à rembourser les milliards de cadeaux faits aux banques et au patronat !

Les ouvriers, employés cadres et ingénieurs – la classe ouvrière – connaissent bien le fonctionnement des entreprises, la manière dont toutes pourraient être administrées dans l'intérêt général de la population. Les travailleurs seraient bien mieux capables de diriger la société, d'autant mieux qu'ils ne seraient pas aveuglés par la recherche du profit personnel.

Pour diriger la société, la classe ouvrière devra se hisser au pouvoir et donc renverser la bourgeoisie... qui ne se laissera pas faire. Pour y arriver, l'histoire du mouvement ouvrier démontre qu'il est nécessaire que les travailleurs se dotent d'un parti qui défend leurs intérêts de classes. Aujourd'hui, c'est vrai, ce parti n'existe plus. Mais il ne manque pas, parmi les travailleurs, de femmes et d'hommes capables de le reconstruire. C'est d'eux dont dépend l'avenir de l'humanité.

ExxonMobil : licenciements pour les travailleurs, pompe à fric pour les actionnaires

ExxonMobil va supprimer 150 emplois sur 800 sur son site de Diegem. Ils font partie du plan de l'entreprise de supprimer 15 % de son personnel au niveau mondial.

L'an passé, les résultats d'ExxonMobil, comme toutes les entreprises du secteur pétrolier, avaient été affectés par la baisse de la demande de carburants et le prix bas du pétrole, les amenant à annoncer des pertes. Mais celles-ci sont largement fictives, car liées en partie à des dépréciations d'actifs, et ne vont pas les laisser sur la paille ! Et ça n'a pas empêché cette entreprise qui est une des 5 plus grandes entreprises pétrolières du monde de verser un dividende copieux et inchangé à ses actionnaires !

Il faut que les milliards accumulés par ExxonMobil et ses actionnaires pendant le plein boom du pétrole servent maintenant à maintenir les salaires des employés !

Pimkie en faillite

La chaîne de magasins Pimkie vient d'être déclarée en faillite. 24 magasins vont être fermés en Belgique et 136 travailleurs vont perdre leur emploi. Avec la faillite, les travailleurs se retrouvent privés d'indemnités et sans doute de leur salaire du mois de mars qui a pourtant été travaillé.

Pimkie prétend être en situation financière fragile depuis plusieurs années et avait déjà fermé plusieurs dizaines de magasins en Europe depuis 2018. Mais l'enseigne Pimkie appartient à la famille française Mulliez qui détient notamment Krëfel, Auchan, Décathlon et Leroy Merlin... La famille Mulliez, 6ème fortune de France, a une fortune professionnelle estimée à 26 milliards d'euros en 2020. Cette richesse, ce sont les salariés de Pimkie, Décathlon, Auchan, etc. qui l'ont permise.

Autant dire que ces bourgeois repus qui prospèrent grâce à l'exploitation de leurs salariés ont plus que les moyens de maintenir les emplois et les salaires.



29 mars : la vraie lutte reste à mener

Une augmentation des salaires de maximum 0,4% pour les deux ans à venir : la position patronale est ressentie par beaucoup de travailleurs comme une gifle. Car tout le monde se rend compte qu'il devient de plus en plus difficile de remplir son caddy, de payer les factures. De plus, quelle travailleuse, quel travailleur n'a pas perdu du salaire, avec les jours de chômage covid, les primes au rabais, les chèques repas qui ont fait défaut… Si ce n'est pas le salaire tout entier qui a été supprimé, ou menace de l'être, à cause des licenciements, des contrats d'intérim non renouvelés, de jobs étudiants tombés à l'eau. Et cela alors que les plus riches s'enrichissent de façon vertigineuse !

C'est dans ce contexte que les directions syndicales ont lancé un appel à une mobilisation « interprofessionnelle » pour le 29 mars. Cet appel n'avait rien d'entrainant, rien de combatif : « *surtout, restez chez vous* » indiquait l'appel de la FGTB et « *limitez les piquets à 4 personnes maximum* ». Cette préoccupation « sanitaire » traduit avant tout le refus des dirigeants syndicaux de préparer une large et puissante mobilisation des salariés, leurs ambitions se limitent à tenter de sauvegarder au moins l'apparence de leur rôle d'avocat de la classe ouvrière à la table du patronat. Un patronat de moins en moins enclin à perdre son temps dans les négociations syndicales et qui mène sa guerre sociale de plus en plus frontalement contre l'ensemble des travailleurs, du privé comme du public.

C'était mettre des bâtons supplémentaires dans les roues des militants de base qui tentaient d'organiser la grève dans un contexte où les patrons passent à des méthodes de plus en plus répressives dans les entreprises. Mais surtout, la bureaucratie syndicale se joint ainsi au chœur de tous ceux qui donnent des ordres d'en haut aux travailleurs, les traitant de haut, alors que depuis le début de la crise sanitaire, les travailleurs sont ceux qui assument les responsabilités et les contraintes !

Tous les jours, des milliers de travailleurs s'entassent dans les transports en commun et sur les lieux de travail où les mesures de distanciation sont menacées à tout moment par les impératifs de la productivité pour faire suer du profit ! Et quand il s'agit de s'organiser pour défendre nos propres intérêts, il faut rester chez soi ?!

Dans bien des entreprises, les travailleurs ont dû trouver le moyen de réagir collectivement pour obtenir que des mesures minimales soient prises, des tests effectués, et ils ne seraient pas capables de s'organiser collectivement de façon responsable ? Bien sûr que si !

Et c'est ce qu'ils ont montré encore une fois : car malgré tout, beaucoup de travailleurs et de militants syndicaux ont saisi l'occasion pour montrer leur mécontentement. Beaucoup de piquets ont été tenus quand même et parfois, ils étaient même plus importants que dans le passé. C'était l'occasion de se retrouver ensemble, de discuter de la situation, entre collègues, entre militants. Et cela est loin d'être négligeable pour les luttes importantes qui sont devant nous et qu'il s'agit de préparer. Car oui, il faudra défendre nos salaires, nos emplois, nos conditions de travail contre la rapacité patronale. Personne ne le fera à notre place !

Echos des piquets



Un des piquets du 29 mars

Chez WSC, sous-traitant d'Audi :

En plus des délégués, plusieurs militants et affiliés avaient fait le déplacement. Pas grand monde n'avait d'illusion dans les négociations, ni vraiment confiance dans les directions syndicales, mais c'était l'occasion de se retrouver et de discuter.

Les discussions sur le piquet étaient aussi riches que la diversité des travailleurs reliés par leurs origines aux quatre coins du monde. On parlait, entre autres, de la situation au Venezuela et des illusions déçues en Chavez qui est vite devenu un dictateur, et du Hirak en Algérie qui est bien la preuve que les gens sont capables de s'organiser eux-mêmes. Tout le monde s'attend à des attaques patronales importantes dans la crise actuelle, et beaucoup constatent que c'est bien tout le système qu'il faut changer.

Quant aux salaires, plusieurs travailleurs dénonçaient l'évolution catastrophique depuis que VW est devenu Audi, en 2007. Plusieurs entreprises sous-traitantes avaient alors fermé, et une partie des travailleurs licenciés avaient été réembauchés chez Autovision, aujourd'hui WSC. D'un salaire de 14-15 € l'heure, ils étaient alors passés à 9,50 € ! 17 ans plus tard, ils ont à peine atteint le niveau perdu de l'époque, alors que tout est devenu beaucoup plus cher !

L'hôpital présent

Dans les hôpitaux publics, les directions des syndicats n'ont pas appelé à la grève, sous le prétexte fallacieux que ces salariés n'étaient pas directement concernés par les négociations de l'accord interprofessionnel qui ne s'applique qu'au privé. Mais l'équipe CGSP de l'hôpital Saint Pierre n'était pas d'accord avec cette façon de voir : « *nous sommes tous concernés par la situation. Il y a le virus, et il y a la crise économique. Et tu penses qu'on a reçu une augmentation ?! Zéro !*

Tout est comme lors de la première vague. »

Et tout le monde dans ce groupe de femmes de ménage et d'aides-soignantes était bien d'accord que les travailleuses et travailleurs du terrain gèreraient bien mieux la pandémie que le gouvernement qui n'écoute pas les travailleurs, mais seulement les riches.

Témoignage de la grande distribution

Deux délégués d'un magasin de la grande distribution, étaient venus à un piquet devant un atelier de la SNCB. Ils voulaient rencontrer d'autres militants pour faire connaissance, pour pouvoir agir ensemble. Ils témoignaient des problèmes avec les chefs qui sont là dès qu'ils veulent s'adresser à leurs collègues. Et si ce n'est pas eux, ce sont leurs espions.

Les chefs ont fait beaucoup pression pour que les travailleurs viennent travailler malgré l'appel à la grève. Les militants comprenaient leurs collègues venus travailler *:* « *ils ont peur. C'est la dictature dans l'entreprise, mais qu'est-ce que tu veux faire ? Vivre dans la peur toute ta vie ? Il faut bien quelqu'un qui commence à dire 'non'* ».

AW-Europe - Ghlin

« *Je n'avais encore jamais fait grève, mais cette déclaration sur les 3,2 % d'augmentation des salaires, cela m'a convaincu qu'il fallait leur répondre* ». Ce gréviste en CDD, n'est pas le seul à avoir été choqué par l'arrogance de Pieter Timmermans. La direction de AWE a fait visionner aux employés une vidéo dans laquelle ce porte-parole de la FEB explique comme à des petits enfants que 2,8% d'indexation, plus une marge d'augmentation salariale de 0,4%, égalent 3,2% d'augmentation des salaires pour les deux prochaines années. Ce à quoi un directeur de AWE a estimé nécessaire d'ajouter un petit air de menace bien connu : « *cette grève est un mauvais message pour la direction japonaise qui n'aime pas les grèves belges* ».

Le parking de l'entreprise, qui reste vide ce matin du 29 mars, est une réponse que tout le monde comprend. Les grévistes se répètent les chiffres des dividendes élevés que se sont versés les grosses entreprises en 2020, et AWE n'est pas en reste avec un bénéfice de 20 millions pour son site de Ghlin.

Mais la préoccupation des travailleurs, c'est aussi la précarité. Un intérimaire explique ce que signifie ce contrat qu'on attend et qui n'arrive qu'à 18h pour commencer le lendemain à 6h… Que la précarité est utilisée par les patrons comme un levier de pression non seulement contre le travailleur individuellement, mais aussi contre les grèves et les revendications collectives, c'est une évidence.

Voilà pourquoi on ne peut séparer la lutte pour de meilleurs salaires de la lutte contre la précarité et le chômage. Se mobiliser ensemble pour imposer le partage du travail entre tous pour que chacun ait un salaire correct et stable, c'est la seule façon d'enlever cet atout au patronat.

Une journée de grève ne peut suffire pour lancer ce type de mobilisation qui doit d'abord commencer dans les têtes. Mais les grévistes ont eu bien raison de profiter de l'occasion pour affirmer leur dignité.



Brèves Audi Bruxelles

Leur « démocratie » et la nôtre

La direction du groupe VW propose à l'Assemblée des actionnaires de laisser le dividende pour 2020 inchangé par rapport à 2019, malgré la baisse des ventes et, malgré la baisse des primes et les périodes de chômage, imposées aux travailleurs du groupe.

Il est peu probable que l'assemblée des actionnaires vote elle-même la baisse de ses propres dividendes.

Les actionnaires qui ne contribuent en rien décident de tout, dont leur dividende, et nous devrions accepter de voir nos salaires rabotés sans broncher, alors que sans nous aucune voiture ne sortirait de l'usine ?

A quand l'assemblée des salariés pour discuter de nos propres salaires qui doivent augmenter, des embauches des intérimaires et des moyens de lutte pour l'imposer aux actionnaires ?!

Ce ne sont pas les travailleurs qui coûtent

L'objectif du « coût de la voiture » serait rempli à 92,7% ici, contre 95,8% à Ingolstadt ou 97,3% à Györ, selon la direction. Qui en tire l'éternelle conclusion que des suppressions de postes s'imposent, que les salaires ne peuvent pas augmenter.

Mais qui fixe ces objectifs ? Et pourquoi faut-il produire toujours plus vite, avec toujours moins de monde ? Parce que l'humanité a un besoin urgent de voitures de luxe ? Ou pour les dividendes des actionnaires ? La réponse est évidente.

Les vases communicants

Du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020, selon le rapport annuel du groupe VW, le nombre de travailleurs du groupe dans le monde s'élevait à 633 364 personnes. 38 000 travailleurs sont passés à la trappe, et c'est sans compter les intérimaires !

Voilà comment les capitalistes, comme ceux à la tête du groupe VW, font des profits, même en temps de crise !

Suivez-nous sur Facebook:
Lutte Ouvrière Belgique
E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be
Tel : 0470-18.82.39
Internet : www.lutte-ouvriere.be
Partagez nos publications !